



CONVENTION N° CV 013/2025/CHUIRC
OBJET : ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES
SPECIFIQUES (MEDICAMENTS RADIOACTIFS) POUR L'HOPITAL
IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
DE CASABLANCA



CONVENTION
N° CV 013/2025/CHUIRC
ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES SPECIFIQUES (MEDICAMENTS
RADIOACTIFS) POUR L'HOPITAL IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-
UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA

- Vu la loi 70.13 relative aux Centres Hospitalo-Universitaires, promulguée par le Dahir Charif n° 1.16.62 du 17 Chaabane 1437 (24/05/2016) ;
- Vu la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424, (11 novembre 2003) notamment ses articles 7 et 19 ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu le décret n°2-76-266 du 17 joumada I (6 mai 1977) relatif à l'agrément, à l'autorisation de débit des spécialistes pharmaceutiques et à la publicité des médicaments spécialisés à l'officine et des spécialités pharmaceutiques.
- Vu le Décret n°2-86-74 du 20 Kaâda 1408 (5 juillet 1988) pris pour l'application de la loi n°37/80 relative aux Centres Hospitaliers, promulguée par le dahir n°1-82-5 du 30 Rabi I 1403 (15 janvier 1983) tel qu'il a été modifié et complété;
- Vu le Décret n° 2-00-41 du 22 juin 2000 portant institution d'un visa sanitaire pour l'importation des spécialités pharmaceutiques et des matières premières actives destinées exclusivement à un usage pharmaceutique ;
- Vu l'arrêté portant organisation financière et comptable du Centre Hospitalier Ibn Rochd n° 2-2469 DE/SPC du 17 mai 2005;
- Vu le Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, notamment son article 3 et son annexe I ;

Attendu que le Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd et Déclarent leur volonté réciproque d'œuvrer ensemble pour le développement des relations dans le sens de leurs missions respectives et de leurs intérêts communs.

Il a été décidé de passer une convention selon les règles de droit commun entre les soussignés :
D'une part, LE CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD, représenté par son Directeur,

Désigné ci-après par le terme "CHUIR",

Et d'autre part,, représenté par son Directeur et désigné dans ce qui suit par le fournisseur,
Nature de la société :
Au capital de :
Titulaire du compte bancaire n° Ouvert à la Banque
Affiliée à la CNSS sous le n°.....
Identification fiscale n°.....
Patente n°

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet : **ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES SPECIFIQUES (MEDICAMENTS RADIOACTIFS) POUR L'HOPITAL IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA.**

ARTICLE 2 : DESIGNATION ET CONSISTANCE DES PRODUITS

Les fournitures à livrer au titre de la présente convention font l'objet de **6 lots**. Les consistances des lots sont précisées au niveau du bordereau des prix – détail estimatif.

Le fournisseur s'engage à livrer au CHUIR les produits désignés au bordereau des prix détail estimatif.

Les quantités fixées dans le bordereau des prix détail estimatif sont données à titre indicatif ; toutefois, ces quantités peuvent faire l'objet d'une révision à la baisse ou à la hausse sans toutefois que le montant de ces variations ne dépasse à la hausse 10 % du montant global de la présente convention.

Dans tous les cas, le CHUIR se réserve le droit de ne pas commander la totalité ou une partie des quantités prévues au niveau de la présente convention, sans que le fournisseur ne prétende à indemnisation. Ainsi, seules les quantités commandées et effectivement livrées feront l'objet de règlement.



ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après :

- La convention elle-même ;
- Le bordereau des Prix Détail-Estimatif ;
- L'acte d'engagement ;

ARTICLE 4 : VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature conjointe par les deux parties et son visa par le Contrôleur d'Etat, si ce visa est requis.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de **12 mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des livraisons, cette durée est renouvelable par tacite reconduction sans toutefois que la durée totale puisse excéder trois (03) années.

La non reconduction de cette convention est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant par écrit un préavis de (2) deux mois.

ARTICLE 6 : LIEU DE LIVRAISON

- ⌘ Les fournitures seront livrées et déchargées au service de médecine nucléaire de l'hôpital Ibn Rochd
- ⌘ La manutention des produits objet du présent appel à la concurrence sera à la charge du prestataire jusqu'au lieu du stockage réservé à cet effet.

ARTICLE 7 : LIEU ET CONDITION DE LIVRAISON

1°) lieu de livraison

Les produits seront livrés les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h 00 mn à 16 h 00 mn, en respectant le jour précisé à l'heure indiquée sur la demande, et déchargée au local réservé à la réception des produits radioactifs situé au service de médecine nucléaire. Le titulaire de la convention est tenu de respecter la commande formulée par le service de médecine nucléaire qui doit être exécuté dans un délai d'une semaine, en respectant la désignation et les quantités détaillées au bordereau des prix et détails estimatifs ci-joint.

2°) Réception

La fourniture sera examinée et comptée, en présence du fournisseur ou son représentant, par une commission composée des membres suivants.

- Le chef de service de la médecine nucléaire ou son représentant.
- Le chef du service des approvisionnements de l'Hôpital Ibn Rochd ou son représentant.
- Le responsable de la radio-pharmacie du service de la médecine nucléaire.
- La pharmacienne de l'hôpital Ibn Rochd.

Cette commission peut refuser tout produit non conforme aux dispositions de la présente convention.

N.B : - Les déchets solides objet des articles sont à la charge du titulaire de la convention.

- Pour les articles 4&5 du lot N° 1: les générateurs doivent être calibrés à Jour+7.

ARTICLE 8 : DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'acquittera les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnera lieu la présente convention, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



ARTICLE 9 : NORMES DE LIVRAISON

Le fournisseur s'engage à livrer des produits objet du bordereau des prix, prêt à l'emploi et conforme au moment de la livraison aux lois et règlements nationaux, aux normes internationales, aux bonnes pratiques de la fabrication, de conservation, de qualification biologique et d'étiquetage en vigueur.

Toute livraison ne respectant pas les dispositions réglementaires ci-après et les bonnes pratiques sera refusée par le CHUIR.

1 - Dates de péremption :

Pour les produits ayant une date de péremption limitée, ne seront acceptés que les produits dont la durée de validité à la livraison, remplissent l'une des conditions suivantes :

- Les produits ayant une durée de validité minimale de 2 ans, doivent justifier à la date de leur livraison, d'un délai au moins égal au 2/3 de la durée de vie du produit.
- Les produits ayant une durée de validité maximale inférieure à 2 ans doivent justifier, à la date de leur livraison, d'un délai au moins égal au 3/4 de la durée de vie du produit.
- Les dates de fabrication et de péremption ainsi que les numéros V.H ou A.M.M doivent être inscrites d'une façon lisible sur les emballages externes des produits.

Cependant dans les cas d'urgence et selon les besoins, les délais de validité inférieurs à ceux susmentionnés peuvent être acceptés par le directeur de la formation concernée assorti d'une note de présentation signé conjointement par ce dernier et le pharmacien et d'un engagement du fournisseur d'échanger le cas échéant les produits non consommés à leur date de péremption.

2 - Conditionnement :

L'attributaire est tenu de se conformer aux conditionnements indiqués pour chaque produit au bordereau des prix. Le conditionnement doit être identique aux exigences de la convention.

Chaque unité de conditionnement doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom exact du dispositif médical.
- Le nom, l'adresse et la raison sociale du fabricant ou de l'importateur.
- Le N° du lot de fabrication.
- Les deux traits (Rouge et Vert), d'une largeur comprise entre 2 et 3 mm chacun selon la taille du conditionnement avec mention (Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd –Vente Interdite).

3 - Etiquetage :

Tout emballage interne et externe, doit permettre une identification facile du produit médical et porter les indications suivantes :

- Le nom exact du produit
- Le nom, l'adresse et la raison sociale du fabricant ou de l'importateur ;
- Le N° du lot de fabrication ;
- Le cas échéant, la référence et le numéro de série ;
- La date de fabrication et la date de péremption pour les produits stériles ;
- **Les deux traits (rouge et vert), avec mention « Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd - Vente Interdite »**

ARTICLE 10 : PENALITE DE RETARD

A défaut, par le fournisseur d'avoir exécuté ses prestations, il lui sera appliqué une pénalité par jour calendaire de retard de un pour mille (1‰) du montant de la convention. Toutefois, le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant de la convention.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

A- Le montant du cautionnement définitif ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à trois pour cent (**3%**) du montant initial arrondi au Dirhams supérieur de la convention.
Le titulaire de la convention est tenu de constituer un cautionnement définitif correspondant à chaque lot.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (**20**) **jours** qui suivent la notification de l'approbation de la convention. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de titulaire jusqu'à la réception définitive des fournitures.

B- En raison de la nature de fournitures, il n'y aura pas de retenue de garantie.

ARTICLE 12 : CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) en Toutes Taxes Comprises (TTC).

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie est tenue au respect de la Confidentialité tant pour elle-même que pour son personnel, tout information dont elle aurait connaissance ou qu'elle obtiendrait dans le cadre des présentes notamment portant sur le processus de fabrication, les formules, les méthodes de commercialisation et les activités de l'autre partie

Cette obligation demeure valable après l'expiration de la présente convention pour une durée indéterminée.

ARTICLE 14 : LITIGES

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de **Casablanca**.

ARTICLE 15 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée à tout moment par l'une ou l'autre des parties .

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à l'exécution de la convention.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

17-1 Le fournisseur est tenu de remettre à la formation hospitalière concernée une facture établie en trois exemplaires décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer ainsi que les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

17-2 Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives du service fait, le CHUIR procède à l'ordonnancement des sommes dues au titulaire. Le montant à ordonnancer est calculé par application des prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif aux quantités effectivement réceptionnées, en tenant compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

17-3 Le règlement se fait par ordre de virement ; les moyens de paiement ainsi émis ne pouvant être payés qu'après visa du trésorier payeur du Centre Hospitalo-Universitaire.

17-4 Le CHUIR se libèrera des sommes dues par lui au titulaire en faisant donner crédit au compte courant ouvert au nom du titulaire.

ARTICLE 18 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Toutes les correspondances relatives à la présente convention sont valablement adressées au domicile du titulaire sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire de service est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 19 : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des livraisons.

ETABLIE PAR : *M. ALI*

VERIFIEE PAR : *L. SAHJ*

CHU Ibn Rochd
Chef de Service Approvisionnement
de la Pharmacie
Signé: Mme. *HAHMANE Assya*

OBJET : CONVENTION N° CV 013/2025/CHUIRC
ACHAT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES SPECIFIQUES (MEDICAMENTS
RADIOACTIFS) POUR L'HOPITAL IBN ROCHD DU CENTRE HOSPITALO-
UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA

LE REPRESENTANT DU CONCURRENT

Signature portant la mention : lu et accepté
écrite à la main

Nom et Qualité du Signataire

Le :

**LE DIRECTEUR DU CENTRE
HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
IBN ROCHD DE CASABLANCA**


Le Directeur
Pr. *Micham AFIF*

Casablanca, le : **08 OCT 2025**